



FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration - Soixante-quatorzième session

Rome, 5-6 décembre 2001

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE DU PANAMA

POUR LE

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE DU TERRITOIRE NGÖBE-BUGLÉ
ET DES DISTRICTS LIMITROPHES**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience passée du FIDA	2
C. Stratégie du FIDA visant la collaboration avec le Panama	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	3
A. Zone du projet et groupe cible	3
B. Objectifs et portée	4
C. Composantes	5
D. Coûts et financement du projet	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	11
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	13
J. Caractéristiques novatrices	13
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	14
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS TO PANAMA (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU PANAMA)	2
III. MATRIX OF POVERTY DETERMINANTS AND REQUIRED PROJECT ACTIONS (MATRICE DES DÉTERMINANTS DE LA PAUVRETÉ ET ACTIONS REQUISES DU PROJET)	3
IV. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	4
V. PROJECT OPERATIONAL FLOW CHART (DIAGRAMME DES FLUX OPÉRATIONNELS DU PROJET)	9
VI. CUADROS DE COSTOS Y FINANCIACIÓN (COÛTS ET TABLEAUX DE FINANCEMENT)	10
VII. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	13

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Balboa (PAB)
1,00 USD	=	1,00 PAB
1,00 PAB	=	1,00 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

ANAM	<i>Autoridad Nacional del Medio Ambiente</i> Agence nationale de l'environnement
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
DCAP	<i>Dirección General para el Crédito Productivo Rural</i> (Direction générale du crédit à la production rurale)
FIDAMERICA	Système d'échanges d'informations pour les projets du FIDA en Amérique latine
FIS	<i>Fondo de Inversión Social</i> (Fonds d'investissement social)
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GTZ	Office allemand de la coopération technique
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
SIG	Système d'information géographique
S&E	Suivi et évaluation
UGP	Unité de gestion du projet

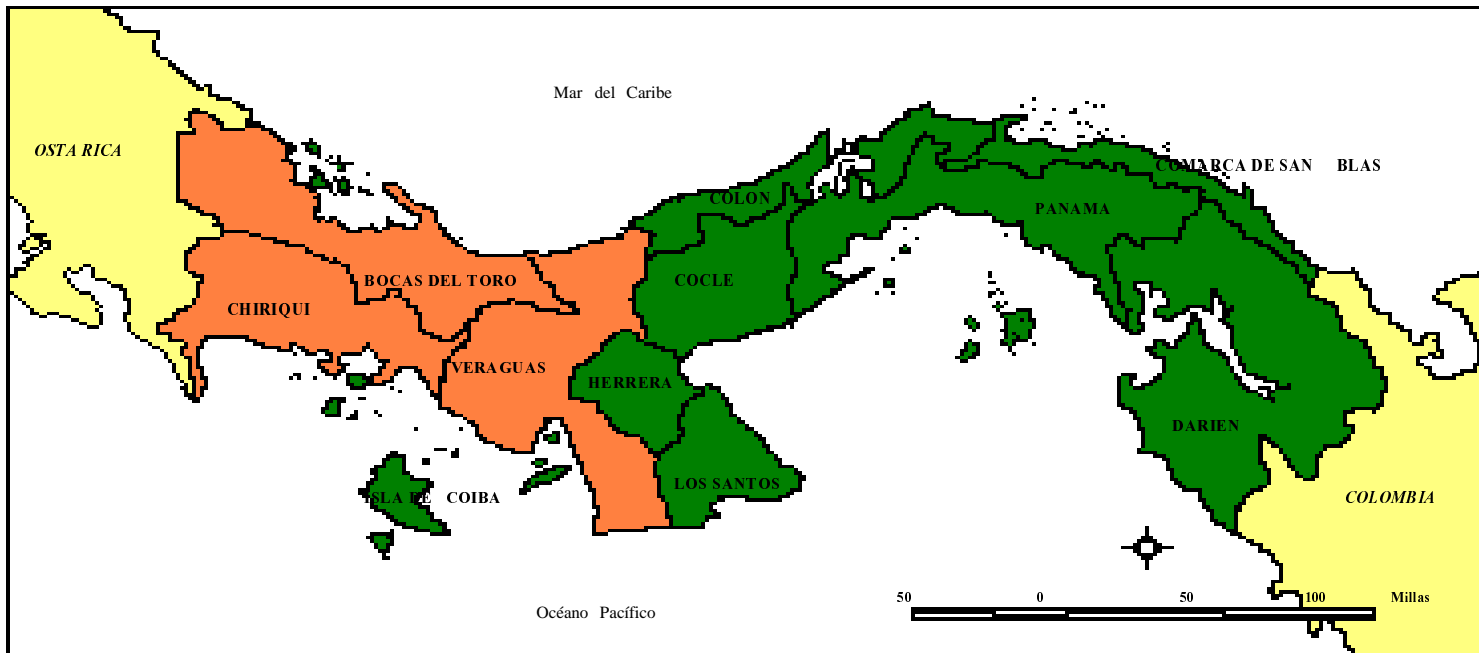
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PANAMA

Année budgétaire

1^{er} janvier - 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROJET

PANAMA



 Área del Proyecto

Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.



RÉPUBLIQUE DU PANAMA

PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE DU TERRITOIRE NGÖBE-BUGLÉ ET DES DISTRICTS LIMITOPHES

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République du Panama
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Fonds d'investissement social (FIS)
COÛT TOTAL DU PROJET:	33,0 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	19,4 millions de DTS (équivalent approximativement à 25,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
COFINANCEUR:	Aucun
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	6,0 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	2,0 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Société andine de développement (SAD)

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires?

La pauvreté et la pauvreté extrême touchent 65% et 39% respectivement de la population rurale du Panama. À l'incidence déjà forte de la pauvreté rurale s'ajoute l'impact considérable du facteur indigène sur les revenus et les conditions de vie: 95,4% des populations indigènes vivent au-dessous du seuil de pauvreté (905 USD par habitant/an) et 86,6% d'entre elles, au-dessous du seuil de la pauvreté extrême (519 USD par habitant/an). En conséquence, les communautés ethniques indigènes du Panama sont les groupes cibles principaux du FIDA, et les ruraux pauvres non indigènes, le groupe cible secondaire.

Pourquoi sont-ils pauvres?

Les préjugés anciens, l'exclusion sociale et économique actuelles ainsi que l'isolement géographique sont les principales causes de la pauvreté et de la pauvreté extrême qui touchent les communautés indigènes. Le manque d'investissements publics dans l'éducation, la santé et les communications au sein des territoires indigènes, appelés *comarcas*, conjugué à l'accès très limité, voire nul, aux services de base et aux marchés, expliquent que les zones enregistrent la plus forte incidence d'analphabétisme, les plus faibles indicateurs de développement humain et les plus bas revenus familiaux du pays.

Que leur apportera le projet?

Le projet envisagé se propose de répondre aux besoins de 30 000 ruraux pauvres – 75% d'indigènes Ngöbe-Buglé et 25% de pauvres non indigènes – habitant les provinces de l'ouest du Panama. Il innove en promouvant l'intégration des bénéficiaires indigènes et non indigènes, propre à renforcer les perspectives de développement économique local intégré et d'amélioration des revenus des bénéficiaires. Le projet prévoit un soutien et un investissement en faveur du capital social et humain, et notamment le renforcement de la capacité d'organisation et d'éducation des bénéficiaires ainsi que la mise en place d'un système horizontal de rapports de travail avec la population bénéficiaire. La démarche envisagée sera dénuée de tout paternalisme et favorisera l'évolution de la population Ngöbe-Buglé, qui de "client" deviendra acteur et partenaire du développement rural de sa *comarca*. Ce processus devrait renforcer l'estime de soi des populations indigènes, stimuler le respect du pays envers son patrimoine culturel ancestral et favoriser l'autonomisation des organisations traditionnelles. Le projet encouragera les activités génératrices de revenu durables dans le cadre d'une utilisation rationnelle des ressources naturelles. Il aidera les communautés rurales à gérer les déchets et à régler les conflits portant sur l'utilisation des ressources naturelles et du territoire. Des mécanismes seront mis en place pour assurer une concertation systématique sur les politiques ainsi que l'échange des méthodes de développement rural et de lutte contre la pauvreté en faveur des populations indigènes, avec le gouvernement, les donateurs et les autres projets financés par le FIDA.

De quelle façon les bénéficiaires participeront-ils au projet?

Le projet sera impulsé par la demande. Les clients du projet concevront eux-mêmes leurs plans de développement communautaires, un programme de formation et de bourses d'étude, ainsi que des activités susceptibles d'être financées et exécutées dans le cadre du projet. Chaque communauté suivra également l'exécution de son propre plan et partagera l'information avec le projet. Quatre membres des autorités Ngöbe-Buglé traditionnelles, provenant de trois congrès provinciaux et du congrès comarcal indigène général, représenteront les clients du projet au comité de pilotage du projet.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE DU PANAMA
POUR LE
PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE DU TERRITOIRE NGÖBE-BUGLÉ
ET DES DISTRICTS LIMITOPHES

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République du Panama d'un montant de 19,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 25,0 millions de USD) à des conditions ordinaires, en vue de contribuer au financement du Projet de développement rural durable du territoire Ngöbe-Buglé et des districts limitrophes. Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds. Il sera administré par la Société andine de développement (SAD) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES
ACTIVITÉS DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Située dans l'isthme de Panama, la République du Panama est bordée à l'ouest par le Costa Rica, à l'est par la Colombie, au nord par la mer des Caraïbes et au sud par l'Océan pacifique. Son territoire, couvrant une superficie de 75 500 km², est divisé en neuf provinces, 67 districts municipaux, 510 *corregimientos* et trois *comarcas* indigènes². La population du Panama était de 2 815 644 habitants en 2000, dont 45% vivaient en milieu rural. Le taux de croissance intercensitaire (1990-2000) de la population était de 1,91% par an. Près de 10% de la population sont d'origine indigène et se répartissent en sept groupes ethniques principaux: Ngöbe, Buglé, Embera, Wuonaan, Kuna, Naso et Teribe.

2. De tout temps, la spécialisation dans les services et le système monétaire du pays ont conditionné son évolution économique. Le canal de Panama, les services bancaires et la zone de libre-échange de Colon constituent le soubassement de l'économie du pays. En 1999, l'intermédiation et les services financiers, les recettes du canal de Panama, la zone de libre-échange de Colon, le secteur immobilier et le commerce représentaient près de 60% du produit intérieur brut (PIB), le secteur public, 12,7%, l'industrie manufacturière, 8,2% et l'agriculture et la pêche, 7,1%. Conséquence de la structure économique du pays, 66% de la population active travaillent dans le secteur tertiaire (commerce et services), 18,2% dans le secteur secondaire (industrie manufacturière et bâtiment) et 15,8% dans le secteur primaire (agriculture). De ce fait, les meilleures sources de revenus sont concentrées dans les zones urbaines, tandis que les opportunités économiques sont limitées pour les ruraux et les populations indigènes, moins instruits et géographiquement isolés.

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

² Les *comarcas* sont des territoires attribués par la loi aux groupes ethniques indigènes. Elles sont l'équivalent d'une province et sont également divisées en districts municipaux et en *corregimientos* (divisions politiques).



3. Depuis 1994, le Gouvernement panaméen poursuit un programme de réforme structurelle de l'économie fondé sur la renégociation de la dette extérieure, la privatisation des services collectifs assurés par l'État, la libéralisation du commerce, la concurrence sur le marché du travail et la réglementation des marchés, la réorganisation du secteur public et l'augmentation de l'investissement public social. La crise économique qui a touché la plupart des pays d'Amérique latine, et en particulier la Colombie, l'Équateur et le Venezuela, principaux partenaires de la zone de libre-échange de Colon, a entraîné une baisse du taux de croissance annuel du PIB qui atteignait 3,2% en 1999.

4. Le secteur agricole contribue pour 7,1% du PIB du Panama et pour 16% à l'emploi total. En 1999, les produits agricoles représentaient 30,4% de la valeur des exportations et 6% des recettes extérieures totales. Les principales cultures commerciales d'exportation sont la canne à sucre, les bananes, le café, les bovins, le tabac et les fruits. Les produits destinés au marché intérieur sont le riz, le maïs et les haricots. L'évolution du produit agricole brut a subi en 1996, 1997 et 1999, le contrecoup du phénomène climatique El Niño de 1997. La production de la petite exploitation agricole est orientée vers les céréales de base, le manioc, les légumineuses et les fruits, destinés à la consommation familiale et aux marchés locaux.

5. La structure de l'économie du Panama, orientée vers les services et essentiellement urbaine, s'accompagne d'une prévalence particulièrement forte de la pauvreté et de la pauvreté extrême parmi les populations rurales. Dans l'ensemble du pays, plus d'un million de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté (37% de la population rurale) et un demi-million (19%) se trouvent au-dessous du seuil de la pauvreté extrême. La pauvreté et la pauvreté extrême touchent 64,9% et 38,5% respectivement de la population rurale.

6. À l'incidence déjà forte de la pauvreté en milieu rural vient s'ajouter le facteur indigène qui a un impact considérable sur les revenus et les conditions de vie: 95,4% des populations indigènes vivent au-dessous du seuil de pauvreté et 86,6%, au-dessous du seuil de la pauvreté extrême. Alors qu'ils représentent à peine 10% de la population totale, les groupes indigènes constituent 19,3% et 34,6% des personnes pauvres et extrêmement pauvres du pays. Il règne dans les zones indigènes du Panama une pauvreté qu'on peut qualifier d'infinie. Plombées par des taux de fécondité plus élevés, les zones indigènes sont celles où l'augmentation de la population est la plus rapide, avec un taux annuel de 5,4%, contre une moyenne de 1,9% pour l'ensemble du pays. L'isolement et le manque de perspectives économiques font que pratiquement tous les indigènes qui vivent dans les zones indigènes sont pauvres, alors que seulement la moitié de ceux qui vivent en dehors de ces zones le sont. De ce fait, l'une des premières priorités du gouvernement est un programme ciblé d'investissement et de développement social qui vise à promouvoir une réduction sensible de la pauvreté, de la pauvreté extrême et de l'inégalité sociale.

B. Enseignements tirés de l'expérience passée du FIDA

7. Le FIDA a approuvé six prêts³ en faveur du Panama, pour un montant total de 46,4 millions de USD (dont trois sont achevés et trois sont en cours d'exécution), axés sur des interventions visant prioritairement les populations indigènes. Les résultats les plus importants signalés dans le rapport préliminaire de l'évaluation intermédiaire du Projet Ngöbe-Buglé, achevé en mars 2001 sont les suivants: a) le projet a contribué de façon décisive à l'acquisition du statut légal pour les territoires de la comarca Ngöbe-Buglé; b) il a contribué aussi de façon importante à l'autonomisation des autorités indigènes traditionnelles; c) le groupe ethnique Ngöbe-Buglé a largement participé au projet aux niveaux des cadres, des techniciens et du personnel d'appui; d) l'organisation et le niveau de formation du groupe cible se sont améliorés; e) une prise de conscience de l'environnement s'est opérée et des pratiques de conservation des ressources naturelles ont été adoptées; f) les bénéficiaires et l'unité de gestion du projet (UGP) ont suivi une démarche prenant en compte la problématique

³ Voir appendice II.



hommes-femmes. Les principaux facteurs qui ont eu une incidence négative sur le projet sont les suivants: a) le taux de rotation élevé des directeurs et du personnel du projet dû à l'ingérence politique du gouvernement et des autorités indigènes traditionnelles; b) l'absence d'horizon de planification à long terme du projet; c) le manque de mécanismes de prise de décision décentralisés et participatifs; d) la très mauvaise performance de la composante crédit. L'expérience acquise par le FIDA à l'occasion de son travail avec les communautés indigènes du Panama montre que l'objectif primordial est la légalisation du statut de leur territoire. Une fois la *comarca* établie, il est possible d'entreprendre avec succès toutes les autres actions relatives au développement rural et à l'amélioration des revenus.

C. Stratégie du FIDA visant la collaboration avec le Panama

8. En raison de la pauvreté dont sont victimes les populations indigènes du Panama, l'objectif primordial des opérations conjointes du FIDA et du gouvernement est de leur apporter un soutien continu. Étant donné que le diagnostic de la pauvreté au Panama fait apparaître que les populations indigènes établies dans les territoires qui leur sont légalement assignés, les *comarcas*, sont plus pauvres que celles qui sont installées dans d'autres régions, les zones géographiques d'intervention du projet devraient dépasser les limites de la *comarca*. Cette proposition permettrait d'éviter que les populations indigènes ne se trouvent exclues du développement économique et social général du milieu rural, grâce à l'union des efforts de développement et d'investissement avec les zones non indigènes voisines. Ces zones plus vastes pourraient constituer le "moteur" nécessaire du développement économique, permettant l'accélération et l'intégration du processus de développement économique. Conformément au cadre stratégique envisagé, la participation des bénéficiaires sera la pierre angulaire du programme d'opérations du FIDA au Panama. La participation des bénéficiaires devra s'accompagner de la mise en œuvre de mécanismes efficaces et transparents permettant d'assurer avec efficacité un flux de ressources et de services à l'intention de groupes sélectionnés. Les axes envisagés de la stratégie du FIDA sont les suivants: i) mise en valeur du capital humain et social; ii) création de revenus agricoles et extra-agricoles; iii) développement communautaire; iv) mise en place d'un cadre institutionnel de lutte contre la pauvreté. Les axes transversaux sont l'équité hommes-femmes ainsi que la gestion et la conservation de l'environnement.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

9. Le projet se situe dans la région ouest du Panama qui comprend tous les districts de la *comarca* Ngöbe-Buglé et 12 districts voisins⁴ des provinces de Bocas del Toro, Chiriquí et Veraguas (voir la carte de la zone du projet). Conformément à l'approche stratégique du projet, une zone indigène centrale, la *comarca* Ngöbe-Buglé, sera au cœur de la zone du projet. Les communautés et villages non indigènes qui l'entourent ont été sélectionnés afin d'établir une zone inclusive du projet dans laquelle les rapports relatifs aux marchés et aux services pourraient être renforcés, stimulant l'intégration et le développement commun de l'ensemble des zones indigènes et non indigènes.

10. La création en mars 1997 de la *comarca* Ngöbe-Buglé a contrecarré efficacement le processus historique d'exploitation des terres par des colons et agriculteurs non indigènes. Le statut juridique de la *comarca* repose sur la propriété communautaire des terres comprises dans ses limites, dans le cadre de la Constitution du Panama et de la charte constitutionnelle de la *comarca*. Les autorités traditionnelles sont responsables de l'utilisation appropriée et équitable des terres collectives de la *comarca* au profit de ses habitants.

⁴ Les districts sélectionnés sont ceux de Bocas del Toro et de Chiriquí dans la province de Bocas del Toro; Boquete, Gualaca, San Lorenzo, San Felix, Remedios et Tolé dans celle de Chiriquí; et Santa Fe, Cañazas, la Mesa et San Francisco dans celle de Veraguas.



11. Autrefois, l'agriculture indigène traditionnelle combinait la culture itinérante et la cueillette des fruits sur un vaste territoire. La mainmise par des colons non indigènes sur les meilleures terres agricoles a entraîné un rétrécissement important des territoires indigènes et repoussé les communautés dans les zones collinaires où les sols sont pauvres. La culture sur brûlis est le système agricole de base des communautés Ngöbe-Buglé, à l'exception de celles qui pratiquent la culture du caféier et du cacaoyer. Les familles défrichent habituellement à la main 1,5 hectare (ha) de forêt qui sont cultivés pendant trois ans environ, au terme desquels le sol appauvri est mis en jachère pour une durée de quatre ans. Les systèmes agricoles pratiqués dans la zone du projet sont orientés vers l'agriculture de subsistance dans les communautés indigènes et vers l'agriculture de subsistance et commerciale dans les groupes non indigènes. En raison de l'insuffisance des biens de production, de la dégradation de l'environnement et des sols et du manque de services d'appui, la production et la productivité sont faibles. Les autres activités économiques sont les emplois salariés extra-agricoles (dans les caféières et les cacaoyères), la petite industrie de transformation et l'artisanat.

12. On a estimé le groupe cible à 96 000 personnes, sur la base de l'incidence de la pauvreté et de la pauvreté extrême dans les populations rurales indigènes et non indigènes établies dans la zone du projet. Sur ce total, on a chiffré la population bénéficiaire à 66 000 personnes en retenant un critère de sélection de 68%, fondé sur l'inaccessibilité de 20% de la population rurale vivant dans des zones isolées⁵ et privées de routes d'accès, et sur un taux standard de 12% de la population cible non désireuse de participer aux activités du projet. Les bénéficiaires directs sont estimés à 30 000 personnes et les bénéficiaires indirects à 36 000. Les premiers comprendront 21 800 Ngöbe-Buglé et 8 200 ruraux pauvres non indigènes. On estime que 3 000 familles de petits agriculteurs non indigènes sont installés à l'intérieur de la *comarca* et que près de 5 000 familles Ngöbe-Buglé vivent dans les districts qui l'entourent. Les bénéficiaires indirects vivent dans des zones où le projet construira des routes rurales, des petits ponts et des ouvrages de conservation de l'environnement.

13. **Équité hommes-femmes.** En raison des énormes inégalités d'accès à l'éducation, ainsi qu'aux services de base et de production, le projet privilégie résolument les femmes Ngöbe-Buglé. En conséquence, les femmes indigènes auront un accès préférentiel aux programmes de formation et d'éducation du projet, en particulier pour l'éducation de base, afin de remédier à la forte inégalité dont celles-ci sont historiquement victimes en matière d'éducation. Un programme global d'hygiène de la reproduction sera également exécuté afin d'améliorer l'accès aux services voulus et leur couverture à l'intention des femmes Ngöbe-Buglé.

B. Objectifs et portée

14. La justification du projet découle des stratégies du FIDA définies dans l'exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) ainsi que des politiques du gouvernement en matière de développement rural et de lutte contre la pauvreté. Par conséquent, les activités du projet seront axées principalement sur les communautés indigènes pauvres établies dans les provinces de l'ouest du pays. Le projet a été conçu à l'aide d'une analyse matricielle des déterminants de la pauvreté et des problèmes de développement rural affectant la population cible et la zone du projet. Cinq déterminants de la pauvreté et de ses effets sur la *comarca* et la population cible ont été définis: le niveau de capital humain et social, le niveau des biens de production, la dégradation des ressources naturelles et l'isolement géographique (voir appendice III). Le projet se propose d'apporter des solutions complètes ou partielles aux déterminants de la pauvreté au moyen d'un "menu" d'actions à entreprendre dans le cadre du projet. Ces actions, classées et systématisées, constituent la base de l'organisation des composantes du projet.

⁵ La partie atlantique de la *comarca* et la province de Veraguas se caractérisent par la forte dispersion de la population, qui doit voyager plusieurs jours par bateau ou à cheval pour atteindre les routes principales et/ou les petites villes rurales



15. Le problème le plus pressant auquel le présent projet devra s'attaquer sera de rétablir un système de rapports de travail horizontal avec la population bénéficiaire. La nouvelle démarche devra être dénuée de tout paternalisme de façon que la population Ngöbe-Buglé puisse passer de l'état de "client" à celui d'acteur et de partenaire du processus de développement rural de la *comarca*. Ce processus devrait renforcer l'estime de soi des populations indigènes, stimuler le respect du pays pour le patrimoine culturel ancestral des Ngöbe-Buglé et promouvoir l'autonomisation des organisations traditionnelles.

16. Le but global du projet est l'amélioration durable de la situation économique et sociale des communautés Ngöbe-Buglé et des petits agriculteurs pauvres des provinces de l'ouest du Panama. L'objectif général du projet est l'amélioration de l'intégration économique et sociale des bénéficiaires du projet et de leur accès aux possibilités locales, régionales et nationales de production et de commercialisation dans l'agriculture et la micro-entreprise, ainsi qu'aux marchés du travail locaux/nationaux.

17. Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants: i) mettre en valeur et renforcer les ressources humaines et sociales par l'éducation et la formation; ii) renforcer les liens des communautés indigènes et des petits agriculteurs pauvres avec la production, les marchés et le travail, de manière à améliorer les perspectives de revenus des familles bénéficiaires; iii) promouvoir l'utilisation rationnelle et la conservation des ressources naturelles locales; iv) favoriser l'équité hommes-femmes dans les activités du projet; et v) améliorer le cadre institutionnel des pouvoirs publics dans la *comarca* et renforcer sa capacité en matière de lutte contre la pauvreté et de développement rural dans les zones indigènes. Le cadre logique du projet (voir appendice IV) précise les objectifs et les résultats attendus du projet.

C. Composantes

18. Les activités du projet sont réparties en trois composantes: i) mise en valeur des ressources humaines et sociales; ii) développement économique durable; iii) fonds d'investissement rural.

19. **Mise en valeur des ressources humaines.** Cette composante a pour objet: de promouvoir une perspective de développement rural reposant sur l'esprit d'entreprise de tous les acteurs qui participent aux activités du projet; de relever le niveau d'éducation des enfants et des jeunes hommes et femmes Ngöbe-Buglé; d'améliorer la capacité des autorités traditionnelles et des organisations de base en matière de gestion; renforcer les capacités techniques et administratives des jeunes entrepreneurs; et enfin, promouvoir des rapports hommes-femmes plus équitables dans toutes les activités du projet. Les activités ci-après sont prévues pour atteindre les objectifs visés: a) un programme de formation des ressources humaines: un fonds boursier géré par le projet apportera une aide pour l'éducation de base des jeunes Ngöbe-Buglé à l'intention de 500 filles; l'éducation secondaire de 250 garçons et filles; la formation professionnelle de 900 jeunes, hommes et femmes; la formation universitaire de 50 jeunes hommes et femmes; et un enseignement bilingue de la lecture et de l'écriture à l'intention principalement de 320 femmes adultes; b) une pépinière de jeunes entrepreneurs: un programme de formation à la création et à l'exécution de projet à l'intention des jeunes hommes et femmes, centré sur des initiatives novatrices dans le domaine de l'économie et du commerce, identifiées par les participants; c) un programme d'hygiène de la reproduction⁶: à l'appui d'un projet en cours afin d'en étendre la couverture à 64 communautés, par la fourniture de services d'hygiène de la reproduction et d'une formation à la problématique hommes-femmes, à la famille et au développement rural; d) le renforcement des organisations économiques et politiques locales: formation à l'organisation et à l'encadrement à l'intention des producteurs locaux et des dirigeants des organisations indigènes traditionnelles, le projet encouragera une démarche fondée sur l'esprit d'entreprise pour les activités de production, la problématique hommes-femmes et la gestion durable

⁶ Activité exécutée en association avec l'Organisation des femmes Ngöbe-Buglé, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Ministère de la santé.



de l'environnement; e) la formation continue du personnel du projet et des prestataires de services: formation continue portant sur les aspects conceptuels et méthodologiques de la promotion et de la diffusion de l'approche du développement mise en œuvre par le projet; et f) les communications et les relations du projet.

20. Développement économique durable. L'objectif général de cette composante est de transformer l'agriculture de subsistance et les activités de production non agricole actuelles en petites activités rurales orientées vers le marché. À cette fin, les activités suivantes sont prévues: a) un plan stratégique de développement rural de la *comarca*, créant le cadre nécessaire à la planification à long terme de toutes les activités entreprises par le projet, faisant appel à la participation et prenant en compte les savoirs indigènes traditionnels sera financé pour la *comarca* et les districts qui l'entourent; b) un système d'information géographique, qui servira d'outil de gestion, de planification et de suivi des activités du projet; c) un appui à la commercialisation et à l'entreprise rurale, comprenant une formation générale et spécialisée aux marchés, des services d'appui à la commercialisation et une assistance technique aux petites entreprises rurales; d) la création et la mise au point de techniques agricoles et non agricoles, la création de techniques appropriées étant confiée à des universités et à des instituts de recherche nationaux renommés; e) la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, notamment des activités portant sur l'amélioration de la jachère dans le cadre de l'agriculture itinérante, le reboisement, les pratiques de conservation des sols et des eaux, la gestion des micro bassins versants, l'élimination des déchets ruraux et le règlement des différends concernant les ressources naturelles et l'utilisation du territoire; f) des services privés d'assistance technique, qui appuieront la création de services d'assistance technique organisés par des cadres Ngöbe-Buglé, afin de fournir aux bénéficiaires les techniques de production agricoles et non agricoles requises.

21. Fonds d'investissement rural. Ce fonds a pour objet de fournir des ressources financières à fonds perdus aux communautés locales, aux organisations de base, aux groupes de producteurs agricoles et non agricoles ainsi qu'aux groupes de femmes et de jeunes pour la réalisation de routes rurales et d'investissements dans la production et l'environnement en réponse à la demande. Les demandes des bénéficiaires seront sélectionnées par une mise en concurrence fondée notamment sur les critères suivants: adaptation de la proposition au plan stratégique de la *comarca*; niveau de participation des bénéficiaires à la réalisation et à l'entretien des ouvrages proposés; utilité sociale, économique et écologique de l'investissement proposé. Le fonds financera trois types d'investissements: les routes rurales, les ouvrages de conservation de l'environnement et les activités de production. Les travaux d'infrastructure rurale concernant les routes et les communications comporteront l'amélioration et l'entretien du réseau de transport de la *comarca* et la construction de routes de desserte, de petits ponts suspendus et de sentiers pédestres reliant les communautés entre elles et avec les marchés, les écoles et les dispensaires. Toute la main-d'œuvre non qualifiée nécessaire aux chantiers de construction sera recrutée sur place. Les investissements dans l'environnement comprendront les travaux d'aménagement des micro bassins versants, le reboisement et les ouvrages de conservation des sols et des eaux. Les investissements dans la production seront axés sur le renforcement des capacités économiques des communautés, des organisations économiques et des micro-entreprises et porteront sur l'infrastructure matérielle, le petit matériel et équipement ou les études/analyses de faisabilité concernant la production/les marchés.

22. Comme il en a été convenu avec le directeur général du fonds d'investissement social (FIS) lors de l'évaluation prospective, la direction générale du crédit à la production rurale (DCAP) du FIS donnera aux bénéficiaires du projet accès aux services financiers ruraux. La DCAP offre un service financier rural novateur doté de ressources suffisantes pour pourvoir aux besoins de crédit des bénéficiaires. Elle fournit des services satisfaisants au projet Triple C (projet de développement rural durable dans les provinces de Coclé, Cólón et Panama) du FIDA actuellement en cours et aux bénéficiaires du FIS, et sera responsable du recouvrement et de l'utilisation des prêts accordés dans le cadre de la composante crédit du projet proposé.



23. **Programme opérationnel du projet.** Le plan stratégique de développement rural de la *comarca* constituera la base et le point de départ de l'exécution de chacune des activités opérationnelle des composantes du projet (voir appendice V). Les résultats de l'exécution du plan permettront à l'UGP d'adapter et d'affiner ces activités et serviront de base au processus de planification à moyen terme du projet. Ainsi, le plan définira le cadre général des activités du projet, tandis que la planification à moyen terme de chaque composante du projet reposera sur le statut ultérieur de la zone du projet, les activités économiques courantes et prévues, les ressources naturelles, humaines et sociales, ainsi que l'infrastructure rurale.

24. Les évaluations annuelles et à mi-parcours du projet fourniront à la direction les informations nécessaires pour adapter le processus d'exécution du projet de manière à atteindre les objectifs envisagés avec le maximum d'efficacité. Les bénéficiaires du projet participeront activement à tous les processus de développement du projet. Par des consultations continues, les bénéficiaires fourniront à l'UGP des informations sur l'efficacité des activités envisagées et sur les mesures correctives à prendre.

D. Coûts et financement du projet

25. **Coûts.** Le coût total du projet est estimé à 33 millions de USD, sur lesquels les coûts de base représentent 30,8 millions de USD. Les provisions pour aléas d'exécution et pour hausse de prix représentent 3% et 4% respectivement des coûts de base. Les coûts et les prix ont été calculés en juillet 2001. La structure des prix par composante est présentée au tableau 1.

26. **Financement.** La structure financière du projet qui est présentée au tableau 2 est la suivante: un prêt du FIDA de 25 millions de USD représentant 76% du coût total du projet; une contribution de contrepartie du gouvernement de 6 millions de USD (18%) et des contributions en nature des bénéficiaires d'un montant de 2,0 millions de USD (6%). Le coût total de la composante mise en valeur des ressources humaines et sociale, y compris les provisions pour aléas d'exécution et pour hausse des prix, se monte à 6,6 millions de USD (20%). La composante développement économique durable coûtera 10,6 millions de USD (32%), la composante fonds d'investissement rural, 10,7 millions de USD (33%) et l'UGP, y compris le suivi et l'évaluation (S&E), 5,1 millions de USD (16%) au total. La période de décaissement est estimée à huit ans et subdivisée en deux tranches de quatre ans. La quatrième année, une équipe d'évaluation commune du Ministère de l'économie et des finances et du FIDA fera le point de l'impact du projet et évaluera les opérations avant le déclenchement de la seconde tranche de quatre ans.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Mise en valeur des ressources humaines et sociales					
1. Coordination, communications et diffusion	578	82	660	12	2
2. Renforcement des bénéficiaires	3 989	247	4 236	6	14
3. Renforcement de la formation et de l'organisation	869	75	944	8	3
Sous-total	5 437	404	5 840	7	19
B. Développement économique durable					
1. Coordination et stratégie commerciale	581	91	672	14	2
2. Développement technologique	1 163	181	1 344	13	4
3a. Gestion de l'environnement	943	161	1 104	15	4
3b. Système d'information géographique (SIG) et plan stratégique	439	83	522	16	2
Sous-total	1 383	244	1 627	15	5
4. Assistance technique aux producteurs agricoles et aux microentreprises	5 403	493	5 895	8	19
Sous-total	8 529	1 009	9 538	11	31
C. Fonds d'investissement rural	10 584	83	10 667	1	35
D. Unité de gestion du projet					
1. Unité de gestion du projet	3 332	419	3 751	11	12
2. Suivi et évaluation	899	120	1 019	12	3
Sous-total Unité	4 231	539	4 770	11	15
Total des coûts de base	28 781	2 034	30 815	7	100
Provision pour aléas d'exécution	795	70	865	8	3
Provision pour aléas financiers	1 219	102	1 321	8	4
Total des coûts du projet	30 794	2 206	33 000	7	107

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes	FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Mise en valeur des ressources humaines et sociales											
1. Coordination, communication et diffusion	382	53	337	47	-	-	719	2	88	563	68
2. Renforcement des bénéficiaires	4 470	93	334	7	-	-	4 805	15	280	4 272	253
3. Renforcement de la formation et de l'organisation	670	65	358	35	-	-	1 028	3	81	879	68
Sous-total	5 522	84	1 030	16	-	-	6 552	20	449	5 714	389
B. Développement économique durable											
1. Coordination et stratégie commerciale	319	43	418	57	-	-	737	2	98	564	76
2. Développement technologique	1 352	95	71	5	-	-	1 423	4	189	1 163	71
3a. Gestion de l'environnement	1 101	95	58	5	-	-	1 159	4	166	935	58
3b. Système d'information géographique (SIG), plan stratégique de développement	451	84	84	16	-	-	535	2	84	415	36
Sous-total	1 552	92	142	8	-	-	1 694	5	251	1 350	93
4. Assistance technique aux producteurs agricoles et aux microentreprises	6 146	91	582	9	-	-	6 728	20	553	5 811	364
Sous-total	9 369	89	1 213	12	-	-	10 582	32	1 090	8 888	604
C. Fonds d'investissement rural	6 774	63	1 947	18	2 000	19	10 721	33	87	10 560	73
D. Unité de gestion du projet											
1. Unité de gestion du projet	2 613	64	1 444	36	-	-	4 057	12	454	3 255	348
2. Suivi et évaluation	722	66	366	34	-	-	1 088	3	125	868	94
Sous-total	3 335	65	1 810	35	-	-	5 145	16	580	4 123	442
Décaissement total	25 000	76	6 000	18	2 000	6	33 000	10	2 206	29 286	1 509

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.





E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

27. **Passation des marchés.** Les marchés de biens et services financés par le prêt seront passés conformément aux directives du FIDA concernant la passation des marchés, tandis que le recrutement des consultants se fera conformément aux procédures appliquées par l'institution coopérante et agréées par le FIDA. Les véhicules et le matériel seront achetés par appel d'offres local. Les marchés avec les entreprises privées de génie civil, les organismes privés de développement rural et l'assistance technique seront passés par appel d'offres local, selon des procédures agréées par le FIDA et conformément à la réglementation gouvernementale visant les marchés de services.

28. **Décaissements.** Les décaissements se feront conformément aux procédures appliquées par l'institution coopérante et aux dispositions de l'accord de prêt. Un compte spécial libellé en dollars des États-Unis sera ouvert dans une banque privée agréée par le FIDA. Les fonds destinés au projet seront débloqués annuellement sur la base du plan de travail annuel adopté par le comité de pilotage du projet.

29. **Comptabilité et vérification des comptes.** Dès l'entrée en vigueur du prêt et avant le premier dépôt de fonds sur le compte spécial, le projet se dotera d'un système de comptabilité et de vérification interne des comptes, qui sera mis en place par un cabinet d'experts comptables spécialisé. La comptabilité sera tenue par composante, par catégorie et suivant les procédures de classement des dépenses du gouvernement. Un cabinet d'audit, agréé par le FIDA sera sélectionné pour exécuter la vérification annuelle des comptes et de la gestion, qui sera à la charge du projet. Les autres organismes sous-traitants tiendront une comptabilité séparée pour les dépenses relatives au projet.

F. Organisation et gestion

30. Le FIS du Panama sera chargé de l'exécution du projet. Un comité directeur, présidé par le Directeur exécutif du FIS ou son représentant, sera créé pour donner des avis concernant la politique générale et l'exécution, et assurer la surveillance générale des activités. Il sera également chargé d'approuver et de surveiller les plans de travail et budgets annuels, d'approuver les projets d'investissement d'un montant supérieur à 50 000 USD et de définir l'orientation générale du projet. Le comité se réunira deux fois par an. Il comprendra des représentants de la Direction de la politique sociale du Ministère de l'économie et des finances, de l'Agence nationale de l'environnement (ANAM), du Ministère du développement agricole, de la Direction du développement rural, de la Direction de la coordination institutionnelle du FIS ainsi qu'un représentant de chaque congrès provincial et un représentant du congrès général Ngöbe-Buglé. Les bénéficiaires seront représentés selon les modalités suivantes: un représentant de chaque congrès provincial, un représentant du congrès général Ngöbe-Buglé, un représentant des bénéficiaires non indigènes et une femme représentant les organisations féminines locales Ngöbe-Buglé.

31. Un comité interinstitutions de coordination méthodologique sera créé et chargé de systématiser et de coordonner l'application des stratégies et méthodes de développement rural et de lutte contre la pauvreté dans les zones indigènes et non indigènes. Il sera présidé par le directeur de la politique sociale du Ministère de l'économie et des finances et comprendra les directeurs de projets du FIDA, des représentants du Ministère du développement agricole et du FIS et des représentants de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), de l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) et d'autres projets concernés. Le directeur du projet exercera les fonctions de secrétaire technique du Comité, qui se réunira tous les quatre mois. Les outils conceptuels et opérationnels seront partagés avec les autres projets réalisés en Amérique latine et dans les Caraïbes par l'intermédiaire du réseau en ligne FIDAMERICA et du Programme régional de renforcement des capacités régionales aux fins du suivi et de l'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes (PREVAL), afin de multiplier le nombre d'outils éprouvés dont on dispose pour le développement économique et social des populations indigènes.



32. Une unité de gestion du projet (UGP), dotée de l'autonomie financière et administrative ainsi que d'attributions et de pouvoirs délégués par le FIS, sera créée dans la zone du projet. L'UGP relèvera directement du Comité directeur et sera chargée de la gestion et de la surveillance des opérations courantes. Le directeur du projet sera désigné par le FIS, avec l'agrément du FIDA. L'UGP comprendra le directeur du projet et les coordonnateurs des trois composantes. Trois unités (administration, suivi et appui technique), fourniront au directeur de projet un appui administratif, technique et gestionnaire. Conformément à l'accord conclu entre le gouvernement et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le bureau local du PNUD apportera à l'organisme d'exécution son aide pour la passation des marchés de biens et services et le recrutement du personnel local et d'assistance technique, soit directement en se chargeant de certaines tâches soit indirectement en assurant la coordination étroite des activités concernées. Afin de renforcer les capacités locales, 60% au moins du total des postes du projet devront être occupés par des cadres et du personnel d'appui Ngöbe-Buglé. Les femmes devront occuper au moins 30% de l'ensemble des postes de cadre du projet.

33. L'unité de suivi et d'évaluation fournira régulièrement à la direction du projet des informations sur l'état d'avancement et l'impact du projet en utilisant à cet effet les méthodes usuelles de S&E. Elle concevra une étude de référence relative à la zone du projet, portant sur la situation des agriculteurs Ngöbe-Buglé, les femmes chefs de ménage ainsi que sur les bénéficiaires au niveau de la famille et de la communauté. L'exécution de cette étude sera sous-traitée à une institution indépendante durant la première année des activités du projet, sous la surveillance de l'unité de S&E. Le système de S&E sera fondé sur les résultats de l'étude de référence. Une formation en S&E permettra au personnel du projet de contribuer à l'appui des activités d'évaluation. Les bénéficiaires recevront également une formation afin de participer aux évaluations du projet. L'unité de S&E remettra au directeur de projet et au comité directeur une évaluation annuelle comportant une analyse de chaque composante et proposant d'éventuelles mesures correctives.

34. **Considérations relatives à l'équité hommes-femmes.** Le projet devrait contribuer à atténuer les inégalités entre hommes et femmes dans toute la zone du projet. Il fera en sorte que tous les prestataires de services ruraux sous-traités appliquent des stratégies favorables à l'équité hommes-femmes. Les expériences et recommandations relatives à l'équité hommes-femmes seront analysées lors de séminaires régionaux du Fonds et recevront le soutien du don d'assistance technique en faveur du Programme régional de renforcement des stratégies destinées à promouvoir l'égalité hommes-femmes dans les projets financés par le FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes (PROGENDER). Des pratiques éprouvées seront mises en œuvre sur le terrain pour favoriser l'équité hommes-femmes, sous la surveillance du spécialiste du projet en la matière. La parité entre les sexes sera observée dans toutes les activités créées par le projet. Le spécialiste de la problématique hommes-femmes encadrera des cours de sensibilisation à ces aspects, destinés aux familles bénéficiaires, ainsi que toute autre activité ayant trait à l'équité hommes-femmes. Les femmes devront représenter au moins 20% du personnel de vulgarisation sociale et agricole sur le terrain relevant des organismes privés auxquels seront sous-traités la formation et l'appui technique.

G. Justification économique

35. Le projet favorisera l'intégration sociale, économique et politique de la comarca Ngöbe-Buglé ainsi que celle de ses habitants indigènes et non indigènes dans le développement général du Panama. En outre, les activités du projet relatives au développement économique et à la mise en valeur du capital humain contribueront à renforcer l'estime de soi des populations indigènes, stimuleront le respect du pays pour le patrimoine culturel ancestral des Ngöbe-Buglé et favorisera l'autonomisation de leurs organisations traditionnelles. À l'aboutissement du projet, sous l'effet des stratégies de coordination opérationnelle et institutionnelle mises en œuvre, toutes les institutions centrales et sectorielles compétentes devraient opérer dans la comarca Ngöbe-Buglé sur la même base que dans



les provinces. Le plan stratégique de développement rural de la *comarca*, financé et exécuté par le projet, devrait être le principal outil de planification à moyen et long terme des programmes de développement rural et de lutte contre la pauvreté que le gouvernement met en œuvre dans la région.

36. Le projet renforcera les ressources humaines et sociales ainsi que le développement social et économique durable des 30 000 hommes et femmes pauvres, indigènes et non indigènes, petits agriculteurs et salariés et leurs familles dans la *comarca* Ngöbe-Buglé et dans les districts qui l'entourent. Les capacités des ressources humaines de la zone du projet, en particulier celle des femmes rurales indigènes, seront renforcées par une action systématique d'éducation et de formation. Les bénéficiaires, hommes et femmes, recevront aussi une formation en gestion et commercialisation au niveau de la petite agriculture et de la micro-entreprise, les animateurs de base, les responsables communautaires et les autorités traditionnelles participant aussi activement à l'effort local de développement.

37. On estime que 30 000 personnes au moins bénéficieront directement des programmes d'assistance technique agricole, dont au moins 15 000 femmes. Au total, 9 500 familles bénéficieront directement des investissements sociaux et productifs réalisés à fonds perdus dans l'éducation et la santé, l'aménagement des terres et des eaux, ainsi que dans la production et la conservation de l'environnement. Les bénéficiaires indirects, par la construction de routes rurales d'accès, de sentiers et de petits ponts qui amélioreront considérablement le réseau de transport et de communication de la *comarca*, seront au total 36 000. Ils bénéficieront aussi des investissements dans l'aménagement des bassins versants, l'élimination des déchets et le règlement des différends concernant les ressources naturelles et l'utilisation du territoire.

38. Le projet permettra d'améliorer l'accès des bénéficiaires aux marchés intérieurs et extérieurs grâce au recensement des opportunités commerciales, à l'amélioration des installations de stockage et de manutention, ainsi qu'à la formation des bénéficiaires. Au sein des groupes, organisations ou communautés, des groupes d'intérêt agro-industriel et/ou de production, de transformation, de commercialisation des produits de base seront créés et formés afin d'établir des organisations à vocation économique, des entreprises tournées vers les marchés ruraux, des coopératives ou des associations officielles de producteurs. Les systèmes de production familiale seront améliorés par la mise en œuvre d'une démarche intégrée prenant en compte toutes les cultures annuelles et pérennes, de rapport et de subsistance, et combinée à des pratiques d'aménagement et de conservation des ressources naturelles. Le petit élevage porcin et avicole sera renforcé à titre de source familiale de nourriture et de revenus propres à renforcer la sécurité alimentaire des ménages. Une attention particulière sera portée à l'amélioration des cultures de rapport permanentes (caféier et cacaoyer), compte tenu de leur effet bénéfique sur l'environnement local. Les techniques de production seront complétées par l'information sur les marchés et les prix de manière à renforcer les perspectives de revenus.

39. En mettant en place un enseignement formel de base, secondaire et technique, ainsi que des études universitaires bilingues, intéressant 2 020 jeunes et adultes de Ngöbe-Buglé, le projet améliorera considérablement la qualité des ressources humaines locales. Il créera également 236 000 jours de travail pour les routes rurales et l'infrastructure de communication, 325 000 jours pour les ouvrages de conservation de l'environnement et 80 000 jours pour les systèmes de production agricole intensive et les petites entreprises, ainsi qu'un nombre d'emplois permanents estimé à 5 000 pendant la durée d'exécution du projet. En outre, la mise en place de services privés d'appui au développement rural permettra de créer à l'intention des Ngöbe-Buglé plus de 80 emplois de cadres et de techniciens sur le terrain. À l'achèvement du projet, des bureaux sectoriels du Ministère du développement rural, du Ministère de l'éducation, du FIS et de l'ANAM devraient avoir été créés et fonctionner dans la *comarca* Ngöbe-Buglé. Tous les bureaux sectoriels renforceront les services de base et de production fournis à la population rurale, indigène et non indigène.

H. Risques

40. Les risques auxquels est exposé le projet sont les suivants: i) changements politiques et institutionnels à l'issue des élections de 2004, susceptibles d'avoir une incidence sur les politiques de développement rural et de lutte contre la pauvreté, ainsi que sur la stabilité du personnel du projet; ii) ingérence politique de la part des différentes factions qui divisent les autorités indigènes traditionnelles, susceptibles d'avoir une incidence sur les activités et la stabilité du personnel du projet; et iii) existence d'organismes indigènes locaux de développement rural capables de prendre en main la vulgarisation participative répondant à la demande et d'appliquer les méthodes de développement rural. Des assurances ont été obtenues du gouvernement et des autorités traditionnelles quant au maintien de la stabilité institutionnelle requise pour la bonne exécution du projet. Des assurances ont aussi été obtenues des autorités indigènes traditionnelles quant à la mise en place de mécanismes de communication pour la planification du projet et le recrutement du personnel. Enfin, les organismes locaux de formation et de vulgarisation avec lesquels des contrats ont été passés recevront une formation solide et systématique avant le démarrage des activités sur le terrain.

I. Impact sur l'environnement

41. Le projet est classé dans la catégorie B concernant les effets sur l'environnement, ce qui signifie qu'il aura un impact positif sur l'environnement et les ressources naturelles. Les recommandations concernant la production agricole préconiseront des pratiques sans danger de conservation des sols, des eaux et de la végétation et la réglementation de l'usage des produits chimiques et phytosanitaires. L'assistance aux cultures annuelles et permanente devra prendre soin d'éviter le déboisement et l'érosion des sols. Des recommandations concernant l'aménagement et la conservation des paysages tropicaux et semi-tropicaux compléteront les préconisations de la vulgarisation et la technologie. Les conseils techniques prodigués aux petites entreprises devront viser à corriger et/ou à éviter toute atteinte à l'environnement causée par le rejet de polluants. Un appui sera aussi apporté aux petites communautés rurales pour l'évacuation des déchets liquides et solides, ainsi que pour le règlement des différends concernant l'utilisation des ressources agricoles/naturelles et la gestion des terres communales.

J. Caractéristiques novatrices

42. La première innovation au niveau de la conception du projet et du programme des opérations est l'intégration de la comarca Ngöbe-Buglé, exclue et isolée, dans le processus général de développement du Panama et dans les programmes d'investissement de l'État. L'intégration géographique, économique et sociale repose sur trois axes opérationnels concomitants: a) l'amélioration de la qualité des ressources humaines grâce à un programme complet de bourses d'études et de formation, s'adressant tout particulièrement aux femmes Ngöbe-Buglé; b) la promotion d'une démarche orientée vers la petite entreprise pour les activités de production; et c) l'amélioration des liens de la *comarca* avec les marchés et le réseau de transport. La deuxième innovation porte sur l'intégration dans les activités de conservation de l'environnement: a) de la solution du problème de gestion des déchets dans les petites communautés rurales; et b) du règlement des différends afin de résoudre les problèmes liés à l'utilisation des terres communales et des ressources naturelles.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

43. Un accord de prêt entre la République du Panama et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

44. La République du Panama est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.



45. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

46. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Panama un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix-neuf millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (19 400 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} février 2020 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 19 octobre 2001)

1. **Mise à disposition des fonds provenant du prêt.** Afin de financer l'exécution du projet, le Gouvernement panaméen (le Gouvernement) met à la disposition du FIS, les fonds provenant du prêt conformément aux PTB et aux procédures en usage dans l'administration nationale pour la gestion des ressources extérieures.
2. **Mise à disposition de ressources supplémentaires.** Le Gouvernement met à la disposition du FIS, pendant la période d'exécution du projet, des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres pour un montant total équivalant à 6 000 000 USD, conformément aux PTB et aux procédures en usage dans l'administration nationale en matière de coopération au développement. À cet effet, le Gouvernement inscrit chaque année au budget des crédits équivalant au montant des fonds de contrepartie prévu dans le PTB de l'année pertinente du projet et met chaque semestre ces crédits à disposition du FIS.
3. **Égalité d'accès.** Le Gouvernement veille à garantir aux groupes les plus faibles et les plus marginaux, ainsi qu'aux paysans sans terre, aux indigènes, aux femmes et aux jeunes, l'égalité d'accès aux bénéfices apportés par le projet. Il met également en œuvre des activités susceptibles de promouvoir au profit des différentes communautés, des diverses familles composant ces communautés et des différents membres du groupe familial l'égalité d'accès à ces bénéfices.
4. **Coopération avec les autres projets de développement.**
 - a) Le Gouvernement veille à ce que les activités du projet soient exécutées dans le cadre d'une coopération et d'une coordination avec les autres projets et programmes ayant des objectifs communs en Amérique centrale. Cet effort de coopération sera particulièrement intense avec les projets financés par le FIDA en Amérique centrale.
 - b) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa a) ci-dessus, le Gouvernement veille à ce que le projet maintienne une coordination étroite avec les autres activités des projets exécutés dans le pays par l'Office allemand de la coopération technique (GTZ), l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et le PNUD-FEM.
5. **Équité entre les sexes.** Le FIS veille à ce que le projet contribue à réduire sensiblement les inégalités existant entre les hommes et les femmes dans la zone de compétence du projet. À cette fin, le FIS s'assure, notamment, que soient menées à bien les activités et stratégies ci-après:
 - a) prendre en compte le souci d'équité entre les sexes dans toutes les activités du projet;
 - b) intégrer dans les activités de formation un programme de sensibilisation à l'équité entre les sexes à l'intention de l'UGP, de l'ensemble du personnel du projet et des organisations de base;
 - c) s'attacher à ce que les femmes représentent au moins 30% des bénéficiaires des financements octroyés par FONRURAL.

6. **Impact sur l'environnement.** Le Gouvernement s'assure:
- a) que les parties au projet prennent les mesures nécessaires en matière de lutte contre les ravageurs et, à cette fin, le Gouvernement veille à ce que les pesticides fournis dans le cadre du projet ne comprennent aucun pesticide soit interdit par le code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses avenants, soit visé aux tableaux 1 (très dangereux) et 2 (dangereux) de la "Recommended classification of pesticides by Hazard and Guidelines to classification 1996-1997" de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses avenants;
 - b) que le projet n'apporte pas de soutien financier à des microprojets communautaires susceptibles d'avoir un impact négatif sur l'environnement; que, par le biais de la promotion du financement de microprojets, un aménagement territorial des zones d'exécution du projet soit mis en place et que l'utilisation effective des ressources soit liée à leur aptitude potentielle, afin de favoriser des processus de production durables et la protection de l'environnement;
 - c) que, dans le domaine forestier, un appui soit apporté aux programmes d'exploitation durable, décourageant les activités tendant à la dégradation des forêts, tels que les brûlis, et appuyant les initiatives de reboisement, par le biais du financement de microentreprises productrices d'essences forestières et du soutien des projets communautaires de reboisement de microbassins versants.
7. **Exonération d'impôts.** Sont exonérés d'impôts, l'importation, l'acquisition et la fourniture de tous les biens, travaux, ouvrages et services financés par le projet. La valeur de ces exonérations sera imputée sur les fonds de contrepartie que le Gouvernement s'est engagé à fournir au projet.
8. **Assurance du personnel du projet.** Le FIS assure le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident selon de bonnes pratiques commerciales.
9. **Réseau FIDAMERICA.** Le Gouvernement facilite l'accès du projet au réseau FIDAMERICA, qui relie, via l'Internet, tous les projets financés par le FIDA dans la région Amérique latine et Caraïbes. À cet effet le FIS utilise les ressources allouées au projet au titre des frais de fonctionnement.
10. **Organisme d'administration.** Le Gouvernement désigne le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ou tout autre organisme international agréé par le FIDA, comme organisme responsable de l'administration des fonds du projet. Cet organisme sera chargé, entre autres tâches, de la passation des marchés financés dans le cadre du projet, de l'administration des fonds à ce destinés, de l'acheminement des ressources du prêt et de toute autre fonction que le FIDA et le Gouvernement pourraient lui confier d'un commun accord. À cet effet, le Gouvernement conclut un accord avec l'organisme en question, sous réserve de l'agrément du FIDA.
11. **Comité interinstitutions de coordination méthodologique.** 90 jours au plus tard après l'entrée en vigueur de l'accord de prêt, un comité interinstitutions de coordination méthodologique sera créé par arrêté ministériel pour systématiser et coordonner l'application des stratégies et méthodes de développement rural et de lutte contre la pauvreté dans les zones indigènes et non indigènes. Il sera présidé par le directeur de la politique sociale du Ministère de l'économie et des finances et comprendra les directeurs de projets du FIDA, des représentants du Ministère du développement agricole et du FIS et des représentants de la JICA, du GTZ et du Corredor biológico Mesoamericano de la région atlantique du Panama, ainsi que de la Banque mondiale. Le directeur de projet exercera les fonctions de secrétaire technique du comité, qui se réunira tous les quatre mois.



ANNEXE

12. **Biens du projet.** Une fois achevée l'exécution du projet, tous les biens de celui-ci seront transférés au territoire Ngöbe-Buglé, qui sera tenu à son tour de les mettre à la disposition des institutions de développement social de ce même territoire.

13. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** L'entrée en vigueur de l'accord de prêt est subordonnée à la réalisation des conditions préalables suivantes:

- a) le comité directeur du projet (CDP) et l'UGP ont été dûment établis;
- b) le CDP a sélectionné et le FIS a dûment désigné le directeur de l'UGP, sous réserve de l'agrément préalable du FIDA;
- c) le compte du projet et le compte spécial ont été dûment ouverts;
- d) l'accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisés et ratifiés par toutes les instances institutionnelles, administratives et gouvernementales compétentes;
- e) un avis juridique favorable, émis par la Procuraduría de la administración, acceptable tant en la forme que sur le fond, a été remis par le Gouvernement au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

PANAMA

Land area (km² thousand) 1997 1/	74	GNI per capita (USD) 1999 4/	3 080
Total population (million) 1999 4/	2.8	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-98 2/	2.7
Population density (people per km²) 1998 1/	37	Average annual rate of inflation, 1990-98 2/	2.2
Local currency	Balboa (PAB)	Exchange rate: USD 1 =	PAB 1.00
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-98 1/	1.9	GDP (USD million) 1999 4/	9 557
Crude birth rate (per thousand people) 1998 1/	22	Average annual rate of growth of GDP 1/	
Crude death rate (per thousand people) 1998 1/	5	1980-90	0.5
Infant mortality rate (per thousand live births) 1998 1/	21	1990-98	4.4
Life expectancy at birth (years) 1998 1/	74	Sectoral distribution of GDP, 1998 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	0.8	% agriculture	8
Poor as % of total rural population 1/	65	% industry	18
Total labour force (million) 1998 1/	1.2	% manufacturing	9
Female labour force as % of total, 1998 1/	35	% services	74
Education		Consumption, 1998 1/	
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1997 1/	106 a/	General government consumption (as % of GDP)	16
Adult literacy rate (% age 15 and above) 1998 3/	91	Private consumption (as % of GDP)	60
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	2 430	Balance of Payments (USD million)	
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-98 1/	10	Merchandise exports, 1998 1/	6 325
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-98 1/	6	Merchandise imports, 1998 1/	7 696
Health		Balance of merchandise trade	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-98 1/	7.6	-1 371	
Physicians (per thousand people) 1990-98 1/	1.7	Current account balances (USD million)	
Percentage population without access to safe water 1990-98 3/	7	before official transfers, 1998 1/	
Percentage population without access to health services 1981-93 3/	18	after official transfers, 1998 1/	
Percentage population without access to sanitation 1990-98 3/	17	-1 212	
Agriculture and Food		Foreign direct investment, 1998 1/	
Food imports as percentage of total merchandise imports 1998 1/	12	1 206	
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	704	Government Finance	
Food production index (1989-91=100) 1996-98 1/	99.6	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1997 1/	
Land Use		Total expenditure (% of GDP) 1997 1/	
Arable land as % of land area, 1997 1/	6.7	27.0	
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	28	Total external debt (USD million) 1998 1/	
Forest area as % of total land area, 1995 1/	37.6	6 689	
Irrigated land as % of cropland, 1995-97 1/	4.9	Present value of debt (as % of GNP) 1998 1/	
		Total debt service (% of exports of goods and services) 1998 1/	
		7.6	
		Nominal lending rate of banks, 1998 1/	
		10.8	
		Nominal deposit rate of banks, 1998 1/	
		6.8	

n.a. not available.

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 2000

2/ World Bank, *Atlas*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

4/ World Bank, *World Development Indicators database*, 2001

PREVIOUS IFAD LOANS TO PANAMA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/ Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Agricultural Credit Project	IDB	IDB	O	17 Dec 81	20 Dec 82	31 Jul 87	L - I - 90 - PM	SDR	7 400 00	100%
Rural Development Project for the Guaymi Communities	IFAD	World Bank: IBRD	O	13 Dec 83	03 Oct 84	31 Dec 89	L - I - 136 - PM	SDR	8 500 00	40.5%
Agricultural Credit Project II	IDB	CAF	O	05 Dec 85	30 Jul 86	31 Dec 97	L - I - 180 - PM	SDR	5 600 00	99.9%
Rural Development Project for Ngobe Communities	IFAD	CAF	O	07 Apr 93	10 Feb 94	30 Jun 02	L - I - 331 - PM	SDR	5 750 00	80.0%
Sustainable Agricultural Development and Environmental Protection Project for the Darien	IFAD	CAF	O	14 Sep 95	28 Oct 96	31 Mar 03	G - I - 22 - PA	USD	100 00	49.5%
Sustainable Agricultural Development and Environmental Protection Project for the Darien	IFAD	CAF	O	14 Sep 95	28 Oct 96	31 Mar 03	L - I - 385 - PM	SDR	5 350 00	48.9%
Sustainable Rural Development Project in the Provinces of Cocle, Colon and Panama West	IFAD	CAF	O	04 Dec 97	30 Oct 98	31 Dec 04	L - I - 466 - PA	SDR	8 900 00	12.7%





MATRIX OF POVERTY DETERMINANTS AND REQUIRED PROJECT ACTIONS

Target Group	Poverty Determinant	Effects	Required Project Actions
Ngöbe Buglé	Level of human capital	Low self-esteem	<ul style="list-style-type: none"> • Education and training* • Empowerment*
		Illiteracy	<ul style="list-style-type: none"> • Bilingual education* • Basic education*
		Low labour skills	<ul style="list-style-type: none"> • Secondary education • Technical education • University education
		Low productive and marketing skills	<ul style="list-style-type: none"> • Training* • Production support services* • Training and marketing support
	Level of social capital	Low organizational capacity	<ul style="list-style-type: none"> • Training in organization and management
		High transaction costs	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion of productive and marketing economic organizations*
		Social and political exclusion	<ul style="list-style-type: none"> • Training in leadership* • Training in participatory rural development* • Strengthening grass-roots organizations* • Support for the implementation of MIDA sectoral office • Preparation of the strategic development plan for the <i>comarca</i> • Coordination with ongoing national and international organizations operating in the <i>comarca</i>
Ngöbe Buglé and small poor farmers	Level of productive assets	Low income and family consumption levels	<ul style="list-style-type: none"> • Market-oriented agricultural and non-agricultural demand-led support services* • Marketing support services* • Adapted technology • Productive investment fund*
	Degraded natural resources	Low productivity and limited sustainability	<ul style="list-style-type: none"> • Training in natural resource management • Improved management of microwatersheds • Implementation of a Geographical Information System (GIS) • Environmental conservation investment fund
	Lack of roads and communication facilities	Geographical isolation High transport costs	<ul style="list-style-type: none"> • Investment fund for community-demand-based roads, rural paths and small bridges *

* Focused with particular emphasis on Ngöbe Buglé women.

LOGICAL FRAMEWORK

OBJECTIVES	GOALS	INDICATORS	VERIFYING MEANS	ASSUMPTIONS and/or RISKS
PURPOSE				
The sustainable improvement of the economic and social conditions of indigenous communities and poor small farmers in the western provinces of Panama.				
<p>Policies towards Indigenous People of Panama</p> <p>Objective: Contribute to the development and consolidation of renewed policies towards the indigenous people of Panama as a means to achieve their social, economic, political and cultural development.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Prepare a comarcal development plan Reduce poverty by 5% per year in indigenous communities. Reduce child malnutrition from 50% to 10% at the end of the project. Promote sustainable rural development 	<ul style="list-style-type: none"> Improvement of social, economic and political indicators of indigenous communities. Increment in government investments in indigenous <i>comarcas</i> Better provision of services and financial resources Improvement of the management capacity of indigenous leadership. Improved and consolidated policies towards indigenous groups. Improvement in indigenous children's nutrition status. 	<ul style="list-style-type: none"> Reports from the National Directorate of Indigenous Policies. Reports and studies from the Technical Secretariat of the National Council for Indigenous Development. 	<ul style="list-style-type: none"> Design and implementation of the comarcal rural development plan.
<p>PROJECT'S OBJECTIVE</p> <p>The general objective is to improve the economic and social integration of project beneficiaries into local, regional and national productive and marketing opportunities in agriculture and microenterprises, as well as in local/national labour markets.</p>	<ul style="list-style-type: none"> To strengthen the human and social resource base, and the sustainable social and economic development of 30 000 indigenous and non-indigenous poor men and women, small farmers and wagedworkers, of the Comarca Ngobe-Buglé. Indirect beneficiaries: 36 000. At least 49% of beneficiaries will be indigenous and non-indigenous women. 27% of beneficiaries will be indigenous and non-indigenous poor farmers, within and outside the <i>comarca</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> Improvement of social and economic levels of beneficiaries within the region. Greater opportunities for access to productive and commercial activities in agriculture, crafts, small rural business, etc. Increase in the quality of human resources and the local management capacity of beneficiary organizations. Increase of employment possibilities in the region, income growth, and betterment in the composition of the family-consumption basic food basket. Improvements in infant nutrition: anthropometric indicators (weight, height and head size) Environmental improvement of river basins and the quality of natural resources. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study of the initial starting situation. Evaluation reports: medium term and terminal. Systematization reports and case studies. IFAD and CI supervision mission reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Country's political and economic stability. Free of political interference in the selection and consolidation of PMU. Adequate timing in budgeting and on disbursement of national counterpart funds. PMU'S political willingness in project execution following the strategic design principles.
COMPONENT 1: HUMAN AND SOCIAL RESOURCES DEVELOPMENT				
<p>Outcome 1: Organization, Training and Gender</p> <p>Direct beneficiaries and their organizations will improve their capacity to identify rural development opportunities, and to execute sustainable income-generating and social activities with gender equity.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 1 700 people will be trained through education scholarships, and 1 600 beneficiaries will learn to read and write through bilingual schooling. At least 70% of beneficiary scholarship recipients will be women. 600 young indigenous, male farmers and women would have received training for the preparation of plans related to project nursery. All project participants would establish equitable gender relations in all project activities. 45 technical teams and 20 local and national NGOs would strengthen their technical and managerial capacities. 300 women and men would become or fortify their position as leaders of their local organizations At least 300 women would be trained for leadership opportunities in comarcal and local organizations. 	<ul style="list-style-type: none"> Increase in educational level and schooling of project beneficiaries through primary and secondary school, technical and university levels. Number of generated and executed projects, according to specific interventions, through the project nursery. Number of technicians and NGOs who favoured the strengthening of technical and managerial capacities. Number of trained women and men according to field of training (commerce, working skills, etc.). Improvement of managing capacities of production and leadership organizations. Increased participation of women in decision-making at family and organizational levels. Number of strengthened organizations by area of activity and organization. Incremental coverage of the reproductive health programme. 	<ul style="list-style-type: none"> Periodic reports of the component and of the ESU. Documents of formulated projects. Case studies. ESU's archives and registers. 	<ul style="list-style-type: none"> Availability of technical and coordinating conditions between institutions and the PMU so as to allow the smooth operation of component's actions. Concordance among teaching coverage, teaching materials, educational infrastructure of institutions involved and the goals of the educational programme. The educational programme implementation is based on PMU's technical criteria, free from external pressures. The training process depends on the needs and requirements of the project component activities.





COMPONENT 2: SUSTAINABLE ECONOMIC DEVELOPMENT				
<p>Outcome 2: Strategic Development Plan, and the Geographical Information System (GIS)</p> <p>Rural development investments and support activities are undertaken within the Comarcal Strategic Rural Development Plan, All decisions regarding natural resources are guided by GIS.</p>	<ul style="list-style-type: none"> The Comarca Ngöbe Buglé and its neighbouring villages will have a long-term Development Plan until the first year of project life. The existence of GIS will be ensured during the first year of execution of the project. 	<ul style="list-style-type: none"> Participation level and degree of compromise of beneficiaries in plan execution. Progress regarding plan's foresight (in quantity and quality). Utility and information quality derived from GIS. 	<ul style="list-style-type: none"> The strategic plan document. Document and GIS. Progress reports and results regarding the plan. Reports and statements regarding the component and ESU. 	<ul style="list-style-type: none"> The information provided by GIS should be rational and appropriate in quantity and quality. Existence of adequate social and political conditions for plan implementation.
<p>Outcome 3: Private System of Technical Assistance (PSTA)</p> <p>The direct project beneficiaries have a PSTA. System, highly qualified which allows them to undertake profitable economic, agricultural, environmental and social services activities, environmentally sustainable.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Establishment of PSTA and ready to provide support services to rural development. 45 highly trained technicians will be providing private technical assistance in the region. Almost 7 500 production units will benefit directly from PSTA. 200 liaison farmers will receive specific and specialized training. At least 50 farmers will benefit from workshops and field visits. 	<ul style="list-style-type: none"> N° of technicians participating at PSTA, by organization. N° and type of organizations and NGOs participating at PSTA and type of specialization. Quality of services offered by technicians by type of organization and speciality. N° of beneficiaries assisted by PSTA by technical area. N° of liaison farmers and quality of their services. 	<ul style="list-style-type: none"> Component reports and of the ESU. Baseline study. Reports and opinions of beneficiaries. Other reports from the ES system. 	<ul style="list-style-type: none"> Agreement among beneficiaries and contractors regarding innovative capacity of technical assistance. Conditions are given so as allow the PMU to initiate PSTA operations. Contractors assume the need to use interdisciplinary technical teams.
<p>Outcome 4: Marketing and Rural Business.(RB)</p> <p>Technicians groups, and farmer's organizations, have new acquired knowledge on post harvest processes, market functioning, and entrepreneur management, which allow them to plan and implement pilot projects on profitable and commercial microenterprises.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Almost 60 RB projects will receive technical assistance for their execution, benefiting 1 200 people. 24 dissemination and negotiation events will be executed by PMU. Installation of database to provide information on markets.. 	<ul style="list-style-type: none"> Increase of commercial linkages of producers and diversification of marketing channels. Higher capacity of managerial action and in dealing with a diversity of instruments. (profit analysis, registers, costs, etc.). Higher capacity of technicians to identify and formulate project methodologies. Higher technical capacity to plan and implement productive and commercial processes. N° of executed projects by type of intervention (production, crafts, tourism, etc.) N° of training events, by themes and levels. 	<ul style="list-style-type: none"> Rural business documents. Reports and statements of the component's ESU. Record of dissemination and negotiation events. Case studies and systematization reports. Installation of database. 	<ul style="list-style-type: none"> Improvement of communication means and telephone facilities. Active participation and compromise from framers regarding RB. Conditions given to revert from traditional forms of technical assistance..
<p>Outcome 5: Generation and Validation of Technologies</p> <p>PSTA technicians and target group farmers have agronomical and environmental scientifically proved information, that allows them to improve their production methods.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 7.500 production units will directly benefit from technological knowledge and derived recommendations. At least three technological components of the productive systems will be modified as a result of technological guidance. 40% of production units will incorporate at least one technological recommendation within their production systems. 	<ul style="list-style-type: none"> Increase in the middle level of agro-technological and environmental knowledge. N° and type of technological components used before and after the project's life. N° of production units by sector that benefit from technological recommendations. N° and type of technological components changed within the production systems. N° of production units that incorporate technological recommendations. 	<ul style="list-style-type: none"> Technical reports of the component. Reports and statements of ESU. Research reports. Evaluation reports 	<ul style="list-style-type: none"> Accomplishment of efforts to improve production within six years, in spite of degradation of natural resources. Technicians of the research teams understand the rational of indigenous technologies. Indigenous populations understand the meaning of technological development and its benefits.

<p>Outcome 6: Environmental Management</p> <p>Beneficiaries develop community ways of environmental management, focused on microbasins, which allow them to improve water access in quantity and quality, in rural and urban communities, as well as soil quality and vegetal coverage.</p>	<ul style="list-style-type: none"> At least 20 communities will be organized and trained to deal with microbasins. At least 80 organized communities will be taught to deal with reforestation activities and litter management. There exist at least 15 organized, and very active, communal environmental committees. 	<ul style="list-style-type: none"> Water quality level of some river basins. N° of communities having problems with water availability. Improvement of vegetative coverage in river basins. Increase of river flows, resulting in better water availability. N° and name of rivers that had better flows during the dry season. Type of effects on human health and pollution level from litter on land and water. N° of communities that adopt environmental management practices by type of action. 	<ul style="list-style-type: none"> Technical reports of the component. Reports and statements of ESU. Direct field observation. 	<ul style="list-style-type: none"> Riverside communities organize themselves and participate in community activities. Over six years there will be sufficient evidence and knowledge to implement environmental management and river basin action, in spite of natural resources degradation.
COMPONENT : RURAL INVESTMENT FUND				
<p>Outcome 7: Rural Investment Fund</p> <p>Organizations and beneficiary groups begin to participate in the cofinancing and execution of projects and mini-projects regarding infrastructure, production, small rural business, crafts, etc. in line with the strategic development plan for the <i>comarca</i>.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Through the eighth year of execution, USD 7.3 million will be invested in public-works projects: rural roads, small bridges, pedestrian paths, etc. 200 organized groups (4 000 beneficiaries) will raise and cofinance the execution of 150 business projects and other community activities. The investment required reaches a total of USD 1.45 million. USD 1.25 million will be disbursed for the cofinancing of community projects, environmental activities and watershed management. 	<ul style="list-style-type: none"> Volume of project resources managed by organization and community. Volume of resources provided by community organizations. N° of executed projects by type of intervention (public, productive, crafts, tourism, etc.) N° of beneficiaries by type of project. 	<ul style="list-style-type: none"> Project documents. Progress reports and project execution. Technical reports of the component Reports and statements of the ESU. 	<ul style="list-style-type: none"> The different types of projects are in accordance with the strategic plan. Formulated projects are technically, economically environmentally and socially feasible. In addition they are innovative. Cofinancing for community projects is conceived as a starting point, or seed capital.

MAIN ACTIVITIES

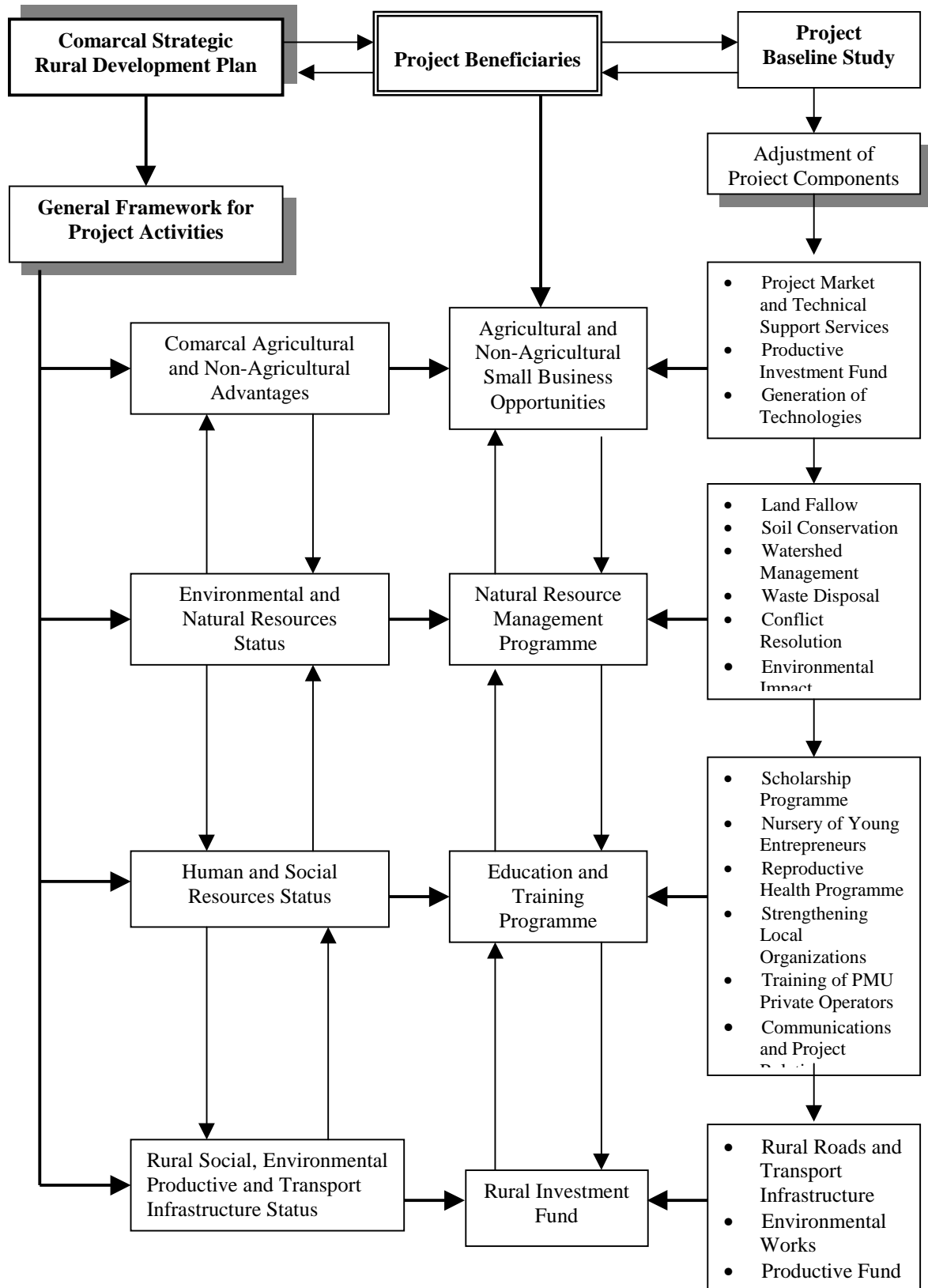
Outcome 1: Strengthening of Human and Social Capital	Outcome 4: Marketing and Rural Business	Outcome 6: Environmental Microwatershed Management
1.1. Organization of the execution system of the training programme. 1.2. Establishment of institutional agreements for educational promotion, health and training. (Ministry of Education, Universities, INAFORP, UNFPA and NGOS). 4.1. Establishment of basic conditions and activities for the implementation of the gender focus of the project. 1.3. Establishment of the education and schooling systems for indigenous people. • <i>Scholarship Fund for primary, secondary, technical and university education</i> • <i>Bilingual Schooling Programme for indigenous people</i> 1.4. <i>Implementation of the Project Nursery Programme, for indigenous women and men.</i> (Tobigá Bügün). 1.5. Establishment of a reproductive health programme for 64 rural communities. 1.6. Establishment and Development of the training Programme. • <i>For beneficiaries and organizations for community and institutional strengthening in: development management (projects, plans, etc.), organization, working skills (for migrants, etc.) management and environmental conservation, awareness on gender equity, and awareness on reproductive health</i> • <i>For MPU technicians, service providers, NGOs and others on: recycling and strengthening on rural development knowledge, environment and resources, systematization, gender, and marketing.</i> 1.7. Establishment of a Communication and Dissemination Programme (radio programmes, dissemination material, pamphlets, etc.). 1.8.	4.2. Establishment of inter-institutional agreements for training and technical assistance activities (IMA, SONDEAR, INAFORP, IPAT, IPACOOOP, FUNDARTE and NGOs). 4.3. Develop the training plan on marketing and rural business. • General training for PMU technicians and service providers on marketing and entrepreneurial management. • Specific training for technicians of service-provider and economic-organization leaders on technology and management. 4.4. Establishment of the transversal focus of the project regarding entrepreneurial vision. 4.5. Establishment of the central support service on marketing and small business. • Identification and formulation of projects on rural business. • Technical assistance implementation with NGOs. • Provision of information on markets and commercial contacts. • Organization of round tables on business products and services dissemination. • Systematization on the pilot experiences regarding RB. 4.6. Technical assistance for project execution and RB.	6.1. Environmental management of microwatersheds • Identification of high watersheds, fundamental for water gathering. • Promote community work for the improvement of watersheds. • Replicate successful experiences in other microwatersheds in the region. • Promote the reforestation of river basins. 6.2. Forestation • Promote the restoration of hidden forests with native species.(Pacific Ocean zones.). • Promote the protection, and renewal of existing forests. (Atlantic Ocean Zone.). • Establish a methodology to resolve conflicts. (water, forests, etc.) 6.3. Pollution and waste management • Diagnosis of the environmental pollution by litter, and its effects on human health. • Promote actions for waste management.
Outcome 2: Strategic Plan and Geographical Information System	Outcome 5: Generation and Validation of Technologies	Outcome 7: Rural Investment Fund
2.1 For the strategic development plan: • Identification of existing available secondary information • Analyse and discuss the obtained information with people involved • Detect and organize primary information • Formulate Plan's Objectives and hypothesis • Analyse and agree upon plan's outcome on workshops • Organize local, regional, national workshops, for discussions and plan validation • Publish and disseminate the document of the strategic plan 2.2. For the Geographical Information System: • Identify information sources and its formats • Organization and installation of GIS (software network, etc.) • Operation and permanent feed back information to the system • Personnel training in GIS operational procedures • Report, periodically, systematized and required information	5.1. Inter-institutional agreements with DIAP and others. 5.2. Analysis of the existing agronomic scientific information. 5.3. Analysis of the agro-ecological characteristics of the area. 5.4. Develop adequate technological components to the framers needs. 5.5. Prove and validate agro-technological components with beneficiaries. 5.6. Evaluate the adequacy of generated technologies. 5.7. Disseminate the existing technological components.	7.1. Establishment and equipping of the component. 7.2. Implementation of the investment fund regulations. 7.3. Establishment of verifying committees and project approvals. 7.4. Pre-investment and formulation studies of different projects. 7.5. Management and cofinancing of RB productive and viable projects. 7.6. Follow-up to the execution of cofinanced projects.



Outcome 3: Private System of Technical Assistance (PSTA)	Activities Related to Gender
3.1. Promotion and organization of PSTA 3.2. Establishment of inter-institutional agreements to operate PSTA. 3.3. Focalization and elaboration of rural participatory diagnosis, within the Intervention Domain communities.(ID). 3.4. Disseminate technological components to the farmers of the area. 3.5. Promote agricultural and commercial technological components. 3.6. Develop training and self-training workshops with farmers. 3.7. Establishment of demonstration plots.	These activities aim to break down inequity barriers between women and men so as to provide women with the possibilities to develop themselves. 8.1. Establishment of the gender technical unit (GTU). 8.2. Support in the staff selection of GTU. 8.3. Gender awareness and training to GTU and other levels. 8.4. External consultancies and impact-effect studies on gender. 8.5. Permanent coordination between the project and IFAD's ProGender. 8.6. Installation of mobile infant nurseries. 8.7. Gender-methodology training for technical teams. 8.8. Educational programme mainly for illiterate girls and young women. 8.9. Establishment of the reproductive health programme. 8.10. Time saving and reorganization of domestic work.



PROJECT OPERATIONAL FLOW CHART



CUADROS DE COSTOS Y FINANCIACION
Costos por componente y por año – Costo base. En miles USD

Categorías de Gasto	Años									Divisas	
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total	%	Monto
I. Costos de Inversión											
A. OBRAS CIVILES, VEHICULOS Y EQUIPOS											
1. Obras civiles	866	360	-	-	-	-	-	-	1 226	15	184
2. Vehículos y Equipos											
Vehículos	218	-	-	-	198	-	-	-	416	85	354
Equipos	171	-	-	-	75	-	-	-	246	77	190
Subtotal Vehículos y Equipos	388	-	-	-	274	-	-	-	662	82	543
Subtotal OBRAS CIVILES, VEHICULOS Y EQUIPOS	1 254	360	-	-	274	-	-	-	1 888	39	727
B. CONVENIOS Y CONTRATOS DE SERVICIOS											
1. Convenios y Contratos de Servicios Técnicos											
Contratos de Extensión y Asistencia Técnica	57	417	827	960	942	777	640	46	4 667	8	357
Convenios y Contratos de Servicios Técnicos, Estudios, Consultorías y Auditorías	1 220	754	673	721	640	622	141	170	4 941	13	659
Subtotal Convenios y Contratos de Servicios Técnicos	1 277	1 170	1 500	1 681	1 582	1 399	782	216	9 608	11	1 016
2. Convenios y Contratos de Capacitación	293	514	748	833	745	1 146	12	7	4 297	5	229
Subtotal CONVENIOS Y CONTRATOS DE SERVICIOS	1 570	1 684	2 248	2 514	2 327	2 545	794	223	13 905	9	1 245
C. FONDO DE INVERSIONES											
1. Fondo de Inversiones	200	1 216	1 815	2 554	2 738	840	453	203	10 018	-	-
Total Costos de Inversión	3 024	3 260	4 063	5 068	5 338	3 385	1 246	426	25 810	8	1 972
II. Costos Recurrentes											
A. GASTOS DE OPERACION											
1. Salarios y Honorarios	488	488	488	488	488	488	442	375	3 744	-	-
2. Gastos Operativos	171	155	162	154	162	153	156	148	1 261	5	62
Total Costos Recurrentes	659	642	650	642	649	640	598	523	5 004	1	62
Total COSTO BASE	3 683	3 903	4 713	5 710	5 987	4 026	1 845	949	30 815	7	2 034
Contingencias Físicas	127	110	119	131	131	169	65	15	865	8	70
Contingencias de Precios	31	73	132	204	272	332	172	105	1 321	8	102
Total COSTOS DEL PROYECTO	3 841	4 086	4 964	6 044	6 390	4 527	2 081	1 068	33 000	7	2 206
Impuestos	221	189	204	223	231	234	126	81	1 509	-	-
Divisas	730	259	183	220	470	223	82	39	2 206	-	-



Resumen de costos del proyecto por categoría de gasto
En miles de USD

Categorías de Gasto	Local	Importado	Total	% Divisas	% Costo Base Total
I. Costos de Inversión					
A. OBRAS CIVILES, VEHICULOS Y EQUIPOS					
1. Obras civiles	1 042	184	1 226	15	4
2. Vehículos y Equipos					
Vehículos	62	354	416	85	1
Equipos	56	190	246	77	1
Subtotal Vehículos y Equipos	119	543	662	82	2
Subtotal OBRAS CIVILES, VEHICULOS Y EQUIPOS	1 161	727	1 888	39	6
B. CONVENIOS Y CONTRATOS DE SERVICIOS					
1. Convenios y Contratos de Servicios Técnicos					
Contratos de Extensión y Asistencia Técnica	4 310	357	4 667	8	15
Convenios y Contratos de Servicios Técnicos, Estudios, Consultorías y Auditorías	4 282	659	4 941	13	16
Subtotal Convenios y Contratos de Servicios Técnicos	8 592	1 016	9 608	11	31
2. Convenios y Contratos de Capacitación	4 068	229	4 297	5	14
Subtotal CONVENIOS Y CONTRATOS DE SERVICIOS	12 660	1 245	13 905	9	45
C. FONDO DE INVERSIONES					
1. Fondo de Inversiones	10 018	-	10 018	-	33
Total Costos de Inversión	23 839	1 972	25 810	8	84
II. Costos Recurrentes					
A. GASTOS DE OPERACION					
1. Salarios y Honorarios	3 744	-	3 744	-	12
2. Gastos Operativos	1 198	62	1 261	5	4
Total Costos Recurrentes	4 942	62	5 004	1	16
Total COSTO BASE	28 781	2 034	30 815	7	100
Contingencias Físicas	795	70	865	8	3
Contingencias de Precios	1 219	102	1 321	8	4
Total COSTOS DEL PROYECTO	30 794	2 206	33 000	7	107



**Financiamiento por categorías de gasto
En miles de USD**

Categorías de Gasto	GOVERNMENT		BENEFICIARIOS		FIDA		Total		Divisas	Local (Excl. Imptos.)	Aranceles e Impuestos
	Monto	%	Monto	%	Monto	%	Monto	%			
I. Costos de Inversión											
A. OBRAS CIVILES, VEHICULOS Y EQUIPOS											
1. Obras civiles	68	5	-	-	1 299	95	1 367	4	205	1 094	68
2. Vehículos y Equipos											
Vehículos	22	5	-	-	412	95	434	1	369	43	22
Equipos	14	5	-	-	261	95	275	1	212	49	14
Subtotal Vehículos y Equipos	35	5	-	-	673	95	709	2	581	92	35
Subtotal OBRAS CIVILES, VEHICULOS Y EQUIPOS	104	5	-	-	1 972	95	2 076	6	786	1 186	104
B. CONVENIOS Y CONTRATOS DE SERVICIOS											
1. Convenios y Contratos de Servicios Técnicos											
Contratos de Extensión y Asistencia Técnica	269	5	-	-	5 107	95	5 376	16	402	4 704	269
Convenios y Contratos de Servicios Técnicos, Estudios, Consultorías y Auditorías	252	5	-	-	4 946	95	5 199	16	687	4 259	252
Subtotal Convenios y Contratos de Servicios Técnicos	521	5	-	-	10 053	95	10 574	32	1 090	8 964	521
2. Convenios y Contratos de Capacitación	242	5	-	-	4 602	95	4 845	15	257	4 345	242
Subtotal CONVENIOS Y CONTRATOS DE SERVICIOS	763	5	-	-	14 656	95	15 419	47	1 347	13 309	763
C. FONDO DE INVERSIONES											
1. Fondo de Inversiones	1 544	15	2 000	20	6 473	65	10 018	30	-	10 018	-
Total Costos de Inversión	2 411	9	2 000	7	23 101	84	27 512	83	2 133	24 512	867
II. Costos Recurrentes											
A. GASTOS DE OPERACION											
1. Salarios y Honorarios	2 618	65	-	-	1 385	35	4 004	12	-	3 433	570
2. Gastos Operativos	971	65	-	-	514	35	1 485	5	73	1 340	72
Total Costos Recurrentes	3 589	65	-	-	1 899	35	5 488	17	73	4 773	642
Total de Desembolsos	6 000	18	2 000	6	25 000	76	33 000	100	2 206	29 286	1 509

**Desembolsos anuales por fuente de financiamiento
En miles de USD**

Fuente de Financiamiento	Años								
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Beneficiarios	40	243	362	510	547	168	90	40	2 000
FIDA	3 182	3 105	3 745	4 545	4 804	3 610	1 425	584	25 000
Gobierno de Panamá	619	738	856	990	1 039	749	566	444	6 000
Total	3 841	4 086	4 964	6 044	6 390	4 527	2 081	1 068	33 000



ORGANIZATION AND MANAGEMENT

